

## Le cas de la France

Mots clefs : couple franco-allemand, universalisme, élargissement, mondialisation, confiance

L'objet de ce séminaire est l'étude des regards des peuples sur eux-mêmes et sur l'Europe. L'analyse de l'articulation entre mémoire et imaginaire a pour finalité de dégager des éléments communs à une identité des États membres de l'Union européenne tout en respectant leur diversité nationale. Cette première session porte sur le cas de la France, qui se caractérise par une évolution du regard des Français sur eux-mêmes. Les intervenants, Stéphane Rozès, président de la société CAP (Conseil, Analyse et Perspective), maître de conférence à Sciences-Po Paris et Xavier Fontanet, ancien PDG d'Essilor, enseignant à HEC, proposent alors des pistes de réflexion pour tenter de répondre à la question suivante : l'Europe idéale pensée par les Français correspond-elle à l'Europe réelle ? Si les intervenants s'accordent sur les éléments constitutifs d'une évolution, tels le passage de la loi au contrat, les nouveaux champs de compétence d'État, la date de ce tournant pose problème. En effet, Stéphane Rozès considère 1989 et la chute du mur de Berlin comme la date charnière ; alors que Xavier Fontanet établit la mort du Président Georges Pompidou en 1974, comme étant la date symbolique de ce nouveau regard porté par les Français.

Selon Stéphane Rozès, la question de l'imaginaire renvoie à la dimension culturelle des peuples et donc à une approche de l'identité de ces derniers à travers le prisme des biens non corporels, dont le Traité établissant une Constitution pour l'Europe dans le cas de la France. Ce traité illustre l'un des paradoxes qui ont pris sur les Français. En effet, ce sont les plus majoritairement pro-européens qui ont voté « non » au référendum en 2005.

Pôle de Recherche

Assistante Chrystel CONOGAN – [chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr](mailto:chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr) - 01.53.10.41.95

En outre, au sein de l'Union européenne, la France est l'un des États les mieux préparés techniquement pour adopter les réformes européennes, comme l'a illustré l'adoption de l'euro en 2002, alors même que les Français rejettent certaines politiques publiques européennes. Ces deux paradoxes s'expliquent par la conception de l'Europe défendue par les Français. Ces derniers voient en elle une patrie puissante, qui permet de lutter contre la mondialisation. L'euro est alors perçu comme un moyen et non comme une fin.

Or cette conception de l'Europe qu'ont les Français se heurte, d'une part, à l'élargissement de celle-ci, qui soulève alors la question suivante : l'Europe, par ses élargissements successifs, devient-elle plus forte ou plus diluée dans un espace mondialisé ? D'autre part, la directive *Bolkestein*, du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur, suscite la méfiance et met fin au mythe de l'Europe sociale puissante présente dans l'imaginaire français. Cette directive arrivant au moment du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe la majorité des Français rejette ce traité. Par ce rejet, les Français ont désormais des difficultés à se projeter dans l'avenir et dans l'espace. Cette impossible projection trouve ses racines dans la chute du mur de Berlin car cet événement révèle un déséquilibre au sein du couple franco-allemand et l'échec des grilles de lecture jusqu'à présent appliquées en matière d'économie. La réunification de l'Allemagne est un des événements, comme la question turque, qui illustre que l'histoire prévaut sur la géographie au sein de l'Europe. Pourtant, la géographie ne constitue pas un élément peu pertinent dans l'imaginaire français relatif à l'Europe : ainsi, le général De Gaulle renonce à l'objet colonial pour se préoccuper de l'objet européen. Se pose alors la question de son contenu.

Le référendum organisé en 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe traduit la volonté des Français de revenir au socle commun de l'Europe et d'établir un lien direct entre celle-ci et la nation française. Mais l'imaginaire des Français étant desséché, ces derniers ont des difficultés à se projeter dans l'Europe tout en sauvegardant leur singularité. Cette dernière consiste dans l'universalisme français, qui comporte deux éléments : le pouvoir d'extraire les personnes de leur milieu et le pouvoir de désingulariser les individus pour en faire des citoyens. La singularité française est visible par son génie, qui est actuellement nié par les Français eux-mêmes selon Xavier Fontanet. Mais alors comment les Français peuvent-ils s'adresser à l'autre, au sein de l'Europe, alors qu'ils s'ignorent ?

Xavier Fontanet, à partir de son expérience, tente de démontrer que la mondialisation, assimilée dans l'imaginaire français à l'impuissance et à la négation de l'identité française, constitue au contraire un ressort important pour défendre la singularité française et son génie.

Pôle de Recherche

En effet, certains États comme l'État chinois, s'appuient sur des notions et des référents différents de ceux de la France, comme Confucius, mais sont sous l'emprise de la difficulté de concilier l'économie de marché et l'héritage confucianiste. Or l'État français dispose d'un héritage philosophique différent, qui se caractérise par l'abstraction. Les notions abstraites permettent à la France de trouver un équilibre entre les exigences liées à la mondialisation et le génie français. Pourtant, la mort du Président, Georges Pompidou, a entraîné une déconstruction de mots comme la justice, la personne et l'égalité. En outre, les politiques publiques sont désormais marquées par l'esprit rousseauiste et colbertiste qui empêche le génie français de se développer sur la scène internationale, selon Xavier Fontanet.

Pour conclure, le point de vue d'un analyste et d'un entrepreneur ont permis lors de ce premier séminaire de répondre à la question du mal des Français en Europe. La notion problématique dégagée par les intervenants est celle de la confiance. Au sein de l'Europe, soit les nations ont trop confiance - ce qui engendre une indifférence envers les préoccupations européennes communes et qui se traduit par un désengagement de ces États, comme dans le cas de la Grande-Bretagne – soit les nations ont peu confiance, voire adoptent une attitude de défiance. Dans ce dernier cas, l'engagement des États est alors marqué par le tragique, comme c'est le cas en Hongrie. Pourtant l'Europe demeure un rêve encore actuellement comme en témoignent les tragédies récentes à Lampedusa. Ce rêve ne doit pour autant pas aboutir à un péché d'orgueil de la part des États membres de l'Europe. Afin d'éviter l'hybris, il s'agit de dégager ce qui relie les nations à l'Europe, selon une projection verticale et horizontale. Les peuples comme le peuple français ont besoin d'un récit, car ils sont fiers de leur génie ; « chaque nation a une âme ». Or ce récit fait actuellement défaut en raison du rôle des élites, dans le cas français. Ces dernières proposent une pensée plane, qui relativise les atouts français, qui ne portent pas de projets innovants et donc qui échouent à faire émerger la singularité française. Cet échec renforce le pessimisme des Français et leur défiance à l'égard de l'Europe, qui cesse d'être un modèle social-démocrate. Face à ce constat, les intervenants proposent de changer de méthode : de mettre en avant les singularités des États membres de l'Union européenne et de trouver des points transversaux pour construire un vivre-ensemble qui dépasse les frontières de chaque peuple. L'enjeu est donc de trouver un équilibre entre les singularités des nations et l'unité de l'Europe.

Pôle de Recherche

Assistante Chrystel CONOGAN – [chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr](mailto:chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr) - 01.53.10.41.95